

**Additif à la notice d'information relative au contrat de prévoyance collective
à adhésion obligatoire souscrit par votre employeur
Convention collective nationale de la Mutualité (IDCC 2128)
Dat d'effet : 1^{er} janvier 2022**

Le présent document est un complément à la notice d'information qui vous a été remise par votre employeur.

Il a pour objet de faire évoluer certaines clauses de la notice d'information à effet du 1^{er} janvier 2022, au regard notamment des dernières évolutions législatives et réglementaires régissant la protection sociale complémentaires des salariés.

Plus précisément, les évolutions apportées à la notice d'information, à compter de la date d'effet du contrat de prévoyance collective à adhésion obligatoire souscrit par votre employeur, et au plus tôt au 1^{er} janvier 2022, concernent :

- le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail indemnisée,
- la revalorisation des prestations en cas de résiliation du contrat,
- la réforme de la procédure civile,
- la prise en compte, dans le cadre de la portabilité, du différé d'indemnisation appliqué par le régime d'assurance chômage.

Le présent additif formalise les nouvelles dispositions qui s'appliquent au contrat souscrit par votre employeur.

Parmi les modifications présentées, ne vous sont applicables que celles qui ne sont pas déjà actées au sein de la notice d'information.

Cet additif vous est obligatoirement remis par votre employeur. **Vous devez compléter et remettre à votre employeur l'attestation se trouvant en dernière page ; cette attestation est destinée à certifier que vous avez bien reçu l'additif à la notice d'information.**

MAINTIEN DES GARANTIES EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL INDEMNISÉE

En application de l'instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2021/127 de la Direction de la Sécurité sociale du 17 juin 2021, les dispositions de la notice relatives au maintien des garanties en cas de suspension de votre contrat de travail indemnisée sont complétées par les dispositions suivantes :

- Lorsque la période de suspension de votre contrat de travail donne lieu à un revenu de remplacement versé par votre employeur, notamment en cas d'activité partielle ou d'activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé de rémunérée par votre employeur (reclassement, mobilité, etc.), les garanties définies au contrat sont maintenues pendant toute la période de suspension de votre contrat de travail indemnisée sous réserve du paiement de la cotisation correspondante dans les conditions applicables aux salariés actifs.
- L'assiette servant de base au calcul des cotisations et des prestations, durant cette période de maintien des garanties, est constituée de ce revenu de remplacement versé par votre employeur, brut de cotisations et contributions de Sécurité sociale.

REVALORISATION DES PRESTATIONS PÉRIODIQUES EN COURS DE SERVICE EN CAS DE RÉSILIATION DU CONTRAT

Lorsque le contrat assure une ou plusieurs garanties pour lesquelles une revalorisation des prestations est appliquée, par principe, en cas de résiliation ou du non-renouvellement du contrat, les revalorisations cesseront d'être appliquées à la date d'effet de la résiliation ou du non-renouvellement, les prestations périodiques en cours de service ou résultant d'un événement garanti survenant antérieurement à la résiliation ou au non-renouvellement, continueront d'être versées à leur niveau atteint à cette date.

Par exception, en cas de résiliation ou du non-renouvellement du contrat, en l'absence d'organisme assureur reprenneur, la revalorisation des prestations en cours de service ou résultant d'un événement garanti survenant antérieurement à la date de résiliation ou du non-renouvellement du contrat continuera d'être assurée dans les conditions prévues au contrat.

RÉFORME DE LA PROCEDURE CIVILE

En application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021, le tribunal du lieu de votre domicile, compétent pour répondre des litiges liés au contrat, notamment des litiges médicaux est le tribunal judiciaire.

Le tribunal judiciaire est issu de la fusion des tribunaux d'instance (TI) et des tribunaux de grande instance (TGI).

PORTABILITÉ : PRISE EN COMPTE DU DIFFÉRÉ D'INDEMNISATION APPLIQUÉ PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL

Lorsque le contrat assure la garantie incapacité temporaire, les droits garantis au titre de la portabilité des droits en application de l'article L. 911-8 du Code de la sécurité sociale, ne pourront pas conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage au titre de la même période.

Dans l'hypothèse où les allocations chômage ne seraient pas encore versées (notamment en raison d'un différé d'indemnisation appliqué par le régime d'assurance chômage), celles-ci seront reconstituées sur la base de celles que l'ancien salarié aurait pu percevoir. Les allocations chômage ainsi reconstituées viennent en déduction des prestations servies par le contrat au titre de la portabilité.

IMPORTANT

Attestation de réception à découper et à remettre à votre employeur

ATTESTATION DE RÉCEPTION

à remettre à votre employeur

Je soussigné(e),

reconnais avoir reçu l'additif à la notice d'information relative au contrat de prévoyance collective à adhésion obligatoire (Convention collective nationale de la Mutualité - (IDCC 2128) souscrit par mon employeur, référencé 2120917, prenant effet le 1^{er} janvier 2022.

A..... le.....

Signature :

Assureur des garanties de prévoyance : MUTEX

Société anonyme au capital de 37 302 300 euros

Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Nanterre 529 219 040

Siège social : 140 avenue de la République - CS 30007 - 92327 Châtillon cedex

